
Bulgarie : un paysage politique entre renouvellement et nouveau

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Kapital, Mediapool, Dnes*)

Après la dissolution de l'Assemblée nationale le 27 janvier 2017 par le président Roumen Radev (Parti socialiste bulgare - PSB/ancien officier supérieur de l'Armée), le gouvernement bulgare prépare les élections législatives anticipées du 26 mars 2017.

Ce contexte explique pourquoi le microcosme politique est en pleine ébullition depuis quelques semaines. L'avènement du mouvement *Da, Bălgarija* (Oui, Bulgarie) sur la scène nationale donne le sentiment à la société civile qu'un renouvellement partiel de la classe politique, en qui elle a perdu confiance, est désormais possible. Le Tribunal de Sofia a enregistré *Da, Bălgarija* sur la liste des partis politiques le 1er février 2017, donc en à peine plus de deux semaines. Ce délai très court est dénoncé par certains concurrents qui voient là un soutien non dissimulé du monde judiciaire au nouveau mouvement composé en grande partie de juristes.

Début février, le principal parti de droite, le GERB (Citoyens pour le Développement européen de la Bulgarie), réunit ses cadres pour mettre en place sa stratégie électorale. Alors qu'il devait déjà faire face à la montée en puissance de *Da, Bălgarija*, il voit se profiler un autre adversaire. En effet, depuis la fin du mois de janvier, trois partis (Démocrates pour une Bulgarie forte, Union pour Plovdiv, Communauté démocratique bulgare) et trois organisations non gouvernementales (Bloc civique, Association des Bulgares en Macédoine, Club national des femmes) se sont associés pour porter ensemble un projet de nouveau. Ce regroupement souhaite en effet la convocation d'une nouvelle Assemblée constituante, afin de reconstruire les institutions bulgares et de restaurer la confiance des citoyens. Le mouvement est dirigé par Radan Kanev et a choisi pour porte-parole Trajčo Trajkov.

Il porte le nom de Nouvelle République et ne souhaite pas s'enregistrer auprès d'une juridiction civile, ce qui lui permet à la fois de se positionner comme un mouvement «hors système» et d'éviter que son inscription soit refusée par une instance judiciaire. Il y a quelques mois, le parti État normal, fondé en juin 2016, avait connu cette désagréable situation. A l'instar de *Da, Bălgarija*, se positionnant comme pro-européen, il s'était donné pour objectif de lutter contre la corruption et de débarrasser le pays de l'oligarchie bulgare.

Ainsi se présenteront lors des prochaines élections législatives une pléthore de candidats favorables au «changement». Ils se veulent des alternatives aux quatre partis qui ont rythmé la vie politique bulgare ces dernières années: le Parti socialiste bulgare (PSB), le GERB et ATAKA (formation d'extrême droite). Ces propositions de nouveau peuvent sembler paradoxales, alors que la société civile bulgare a élu en décembre 2016 à la tête de l'exécutif un ancien officier de l'Armée de l'air formé sous le régime socialiste et soutenu par le PSB, formation qui ne cache pas ses affinités avec le parti Russie unie de Vladimir Poutine.

date créée

04/02/2017

Champs de Méta